



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

2 ~~2~~ NOV. 2022

Arrêté préfectoral de mise en demeure du
en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement
de la société Albi Remblais Recyclés, de respecter les prescriptions applicables à
l'installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante
exploitée sur le territoire de la commune de DENAT

Le préfet du Tarn,

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8-I, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 17 novembre 2021, portant nomination de Monsieur Fabien CHOLLET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien CHOLLET, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale en date du 15 juillet 2020 relatif à l'exploitation d'une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante et d'une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de Dénat (81) exploitées par la société ALBI REMBLAIS RECYCLES ;
- Vu** l'article 4.6.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 susvisé qui dispose : « [...] L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. [...] » ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 10 octobre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 21 septembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucune donnée d'autosurveillance de la qualité des eaux souterraines

n'a été transmise par l'exploitant depuis la mise en service de l'installation en 2021 pour l'ouvrage de surveillance des eaux souterraines PZ1 ;

Considérant que l'exploitant justifie sur la plateforme de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF) qu'aucune analyse n'a été réalisée parce qu'il n'y avait pas d'eau dans l'ouvrage PZ1 ;

Considérant que le piézomètre PZ1 était déjà vide lorsque l'exploitant a fait réaliser l'état initial de la qualité des eaux souterraines en septembre 2020 ;

Considérant que le piézomètre PZ1 constitue l'ouvrage de surveillance amont du site et doit contribuer au programme d'autosurveillance des casiers C1, C2 et C3 en post-exploitation ;

Considérant que le piézomètre PZ1 ne répond pas aux attentes relatives à la surveillance de la qualité des eaux souterraines ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 4.6.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 susvisé ;

Considérant que le manquement aux dispositions de l'article 4.6.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 susvisé constitue une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de mesures de la qualité des eaux souterraines en amont du site ne permet pas la surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines ;

Considérant que face à ce manquement il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Albi Remblais Recyclés de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société Albi Remblais Recyclés, exploitant une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.6.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 susvisé **sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, en garantissant l'efficacité du piézomètre constituant le point de surveillance amont et en réalisant son programme d'autosurveillance sur la qualité des eaux souterraines.

Article 2 :

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et L. 512-18 du Code de l'environnement.

Article 3 : Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Dénat pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 :

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction :

- conformément à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr ;
- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

La décision mentionnée à l'article 1 peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de Dénat sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Albi Remblais Recycles.

Fait à Albi, le 22 NOV. 2022

**Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général**



Fabien CHOLLET